



AFRICANDEFENDERS
Pan-African Human Rights Defenders Network



DEFENDDEFENDERS
East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

Item 3: human rights situation in Africa

68th session of the African Commission on Human and Peoples' Rights

Observer Status No: 359

**Honorable Chairperson,
Honorable Commissioners,
State Delegates represented,
Distinguished ladies and gentlemen,**

On behalf of AfricanDefenders and DefendDefenders, allow me to **express** to this august house our sincere condolences on the passing of Hon. Ndiame Gaye. We commit you, and his entire family into God's merciful hands to find the solace you need to deal with the grief.

We will not forget also the tragic death of our dear comrade **Prof Christof Heyns**, a true Pan African Human Rights Defender and respected international expert, who will be sorely missed.

Monsieur le Président,

Notre continent continue d'être marqué par des conflits, des violences et une répression accrue à l'encontre des ONG. Depuis janvier, nous avons documenté 132 cas de violations sur le continent contre des DDH, journalistes et artistes.

Si nous joignons notre voix à la vôtre pour acclamer l'attribution du statut d'observateur aux ONG d'Afrique du Nord, nous aimerions par la même occasion porter à votre aimable attention, avec preuve à l'appui, le fait qu'un certain nombre d'ONG d'Afrique du Nord ayant travaillé activement avec la Commission par le passé ont hésité à utiliser cet espace en raison d'actes répétés de représailles, d'intimidations et de répression de la part de leurs représentants gouvernementaux respectifs, ce en toute impunité, et y compris lors des sessions de la Commission.



AFRICANDEFENDERS
Pan-African Human Rights Defenders Network



DEFENDDEFENDERS
East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

Au cours des derniers mois, les **autorités algériennes et égyptiennes** ont intensifié leur restriction des libertés fondamentales, par la condamnation arbitraire de journalistes, des arrestations et multiples procès inéquitables, et parfois une réponse brutale et disproportionnée face aux manifestations pacifiques.

Nous appelons donc la Commission à engager des conversations franches avec les États sur la mise en œuvre de ses lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion pacifique.

Monsieur le Président,

Les restrictions systématiques des libertés fondamentales à l'approche des élections constituent l'une des tendances les plus inquiétantes pour la réalisation des droits et libertés en Afrique. Cela représente une croissante menace pour la stabilité et la gouvernance du continent. Nous avons tous été témoins de la situation récente au Tchad, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Congo, et en Ouganda.

Les coupures d'Internet sont également une tendance de plus en plus préoccupante lors des processus électoraux en Afrique ; des coupures totales ou partielles ont été comptabilisées en Algérie, au Burundi, au Congo, en Éthiopie, en Guinée, au Mali, au Tchad, au Togo, en Tanzanie, en Ouganda et au Zimbabwe.

En Somalie, les tensions continuent de s'accroître en raison de la fragilité politique. L'impasse électorale menace de déstabiliser le pays, la classe politique n'ayant toujours pas réussi à se mettre d'accord sur la tenue des élections. Tandis qu'en Ouganda, au cours des périodes pré- et post-électorales, des rapports indiquent que des cortèges pacifiques de l'opposition ont été dispersés avec une extrême violence et à balles réelles. Au moins 430 partisans de l'opposition politique auraient été enlevés, détenus au secret et/ou torturés.

En Libye, alors que le pays se dirige vers des élections, les progrès du processus de paix restent limités, les groupes armés continuant à perpétrer de graves violations des droits humains en toute impunité.

La situation **au Cameroun** continue d'attirer notre attention et nous vous exhortons, Monsieur le Président, à demander des comptes à travers une commission d'enquête pour avoir une réponse adéquate à la crise qui

depuis 2016 a fait plus de 3.500 morts et des centaines de milliers de déplacés internes.

Honourable Chairperson,

We welcomed Resolution 469 of the Commission **Condemning** the use of force by the Federal Government in the Tigray region; and **Calling upon** the Federal Government to take necessary measures to address the situation.

We have noted that there were no progress on the resolution, reason why we recently wrote a joint CSO letter to you, to the AU Chairperson, to the Chairperson of the AUC **and to the AU Commissioner for Political Affairs, Peace and Security; calling on** you to urgently address the deteriorating situation in Ethiopia's Tigray region, as well as in other parts of the country.

Our call is yet to receive a feedback.

We reiterate our deep concern over systemic human rights violations, the mounting tension ahead of election and the ethnic division in Ethiopia.

We call for immediate and adequate action of the Union to achieve truth, justice and accountability.

Honorable Chairperson,

Of utmost concern is also the unfolding crisis in **Mozambique**. The stability of the region is at stake.

Thank you for your attention.